

RAPPORT ANNUEL DU REPRESENTANT DU

CONSEIL SUPERIEUR

Au 1er janvier 1982, les effectifs scolaires s'élevaient à 11.358 élèves, ce qui constitue une augmentation de 273 élèves par rapport au 1er janvier 1981. L'augmentation est particulièrement sensible à Culham, à Bruxelles II et à Munich. Elle résulte donc du développement des nouvelles Ecoles européennes. A l'Ecole européenne de Varese, la diminution des effectifs se poursuit.

Il convient de remarquer que l'augmentation globale des effectifs ne concerne que l'enseignement secondaire. Dans le cycle primaire le retournement de tendance constaté il y a un an ne se confirme pas. Dans la plupart des Ecoles on a enregistré une régression des effectifs. Ce phénomène résulte d'une part du vieillissement du cadre du personnel des Communautés européennes dont les membres constituent les parents potentiels des élèves des Ecoles européennes, et d'autre part des tendances démographiques qui se manifestent dans la plupart des pays de la Communauté. A l'école maternelle non plus le retournement de tendance ne se confirme pas. En effet dans six Ecoles sur neuf, le nombre d'élèves a diminué.

Les chiffres relatifs au nombre total d'élèves des Ecoles européennes laissent apparaître une légère progression de l'ordre de 2,5 %. Ce mouvement de la population scolaire est le même que celui qui a été enregistré au cours des dernières années. Les chiffres globaux pour l'ensemble des Ecoles européennes ne font donc apparaître aucun problème. Mais si on examine la situation école par école, il apparaît que dans certains cas la situation pourrait devenir préoccupante. Le Comité pédagogique craint que dans certaines Ecoles européennes le nombre d'élèves "de droit" ne diminue dans les prochaines années au point de mettre en danger la viabilité de l'une ou l'autre section linguistique. Il a l'intention d'étudier ce problème et, en cas de nécessité, d'en saisir le Conseil supérieur.

Répartition des élèves par cycle d'études
au 1er janvier 1982

	Maternel	Primaire	Secondaire	Total
Luxembourg	299	997	1230	2526
Bruxelles I	124	809	1463	2396
Bruxelles II	103	702	831	1641
Mol	56	279	533	868
Varese	97	484	903	1484
Karlsruhe	75	436	451	962
Bergen	58	233	379	670
Munich	29	163	144	336
Culham	53	212	210	475
	899	4315	6144	11358

Corps enseignant au 1er janvier 1982

Luxembourg	156
Bruxelles I	182
Bruxelles II	112
Mol	88
Varese	115
Karlsruhe	74
Bergen	58
Munich	30
Culham	53
	868

Le nombre des bacheliers des Ecoles européennes a augmenté régulièrement. En 1981, 550 candidats se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat européen : 511 candidats ont été reçus. Depuis 1959, date de la première session du Baccalauréat européen, 4.028 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes.

Après ces indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

*

*

*

I. ELARGISSEMENT DES ECOLES EUROPEENNES

La section grecque qui a été ouverte dans les Ecoles européennes de Luxembourg et de Bruxelles I se développe progressivement. Les élèves ne sont pas encore très nombreux à la suite de retards qui sont intervenus dans le recrutement des fonctionnaires grecs des Communautés européennes. Je suis heureux de constater que l'intégration de la nouvelle section se fait dans de bonnes conditions et ne pose pas de difficultés particulières.

Je tiens à remercier très chaleureusement la délégation grecque, et en particulier les Inspecteurs grecs, pour la collaboration fructueuse et l'appui qu'ils ont apporté aux Ecoles européennes depuis l'adhésion de leur pays. Je suis persuadé qu'ils contribueront à faire bénéficier les Ecoles européennes de l'apport culturel et pédagogique de la Grèce.

★

★

★

II. NOUVELLES ECOLES EUROPEENNES

a) Ecole européenne de Munich

L'Ecole européenne de Munich, créée en novembre 1977, croît de façon lente, mais régulière. L'Ecole compte 336 élèves et pour la rentrée de septembre 1982, plus de quatre cents élèves sont attendus.

Depuis le début de la présente année scolaire, l'Ecole européenne de Munich dispose des nouveaux bâtiments que les autorités allemandes ont mis à sa disposition. Leur inauguration officielle a eu lieu le 17 novembre 1981 au cours d'une cérémonie très réussie, grâce notamment au concours artistique des élèves de l'école et de leurs maîtres.

J'ai eu l'occasion de visiter les nouveaux bâtiments. J'ai pu constater qu'il s'agit d'une construction remarquable qui répond pleinement aux besoins d'une école moderne. En admirant cette réalisation, j'ai envié les élèves qui avaient la chance de recevoir leur formation dans un tel cadre. Je tiens à remercier les autorités du Bund, du Land de Bavière et de la ville de Munich ainsi que la délégation allemande pour le bâtiment remarquable qu'elles ont construit pour l'Ecole européenne de Munich et je voudrais adresser mes félicitations à tous ceux qui ont apporté leur contribution à cette réalisation.

Actuellement l'Ecole européenne de Munich, qui lors de son ouverture fonctionnait avec deux sections linguistiques, en compte quatre. J'espère que l'Ecole de Munich deviendra dans un délai raisonnable une Ecole européenne complète. Sa croissance dépend finalement du développement de l'Organisation européenne des Brevets et de l'arrivée des fonctionnaires de cette institution. Il apparaît d'ores et déjà que les effectifs de l'Ecole européenne de Munich n'atteindront pas l'importance prévue au moment de sa création. Il est peu probable que le nombre de 1100 élèves sera atteint. Il est plus vraisemblable qu'au terme de son développement l'Ecole européenne de Munich comptera quelque 700 élèves. Compte tenu de cette révision des

chiffres initiaux, une partie de la nouvelle construction scolaire a été mise à la disposition de la ville de Munich pour éviter qu'elle ne reste inoccupée. Si toutefois les besoins de l'Ecole européenne devaient dépasser les estimations actuelles, elle pourrait également disposer de cette partie des bâtiments.

Même si la croissance de l'Ecole européenne de Munich n'est pas aussi importante qu'on l'avait cru au départ, le développement de la nouvelle Ecole se fait dans de bonnes conditions qui laissent bien augurer de son avenir.

b) Ecole européenne de Culham

L'Ecole européenne de Culham, qui a été ouverte en septembre 1978, continue à connaître un développement très rapide. Après quatre mois de fonctionnement elle comptait déjà 91 élèves. En janvier 1980, 1981 et 1982 elle en accueillait respectivement 245, 402 et 475 et pour septembre 1982 elle en attend près de 550. Si sa croissance a été et reste très rapide, il apparaît toutefois que le nombre d'élèves qu'elle accueillera lorsque son développement sera achevé ne dépassera pas les 600 à 650 élèves. Ces chiffres correspondent d'ailleurs aux prévisions faites lors de sa création. L'Ecole européenne de Culham restera donc une école de dimension réduite avec les avantages et les inconvénients que cela comporte.

Je voudrais à nouveau remercier les autorités britanniques qui ont mis à la disposition de l'Ecole des bâtiments fonctionnels qui répondent à ses besoins et qui les ont également très bien équipés. Mes remerciements s'adressent en particulier à la délégation britannique au Conseil supérieur qui depuis la création de l'Ecole européenne de Culham n'a pas cessé de lui apporter son aide et son soutien.

*

*

*

II. PROBLEMES DE LOCAUX

a) Ecole européenne de Bruxelles I

Les perspectives concernant la construction des nouveaux bâtiments sont satisfaisantes.

La construction d'une double salle de professeurs est en cours. Elle sera probablement achevée pour la fin de l'année.

La construction du bâtiment des arts doit aussi commencer très prochainement. Ce bâtiment abritera les salles de musique, de dessin et de travaux manuels.

L'ouverture du chantier de la troisième tranche des nouveaux bâtiments des écoles primaire et maternelle est prévue pour 1983.

Un préjugé favorable existe aussi pour la construction progressive de nouveaux bâtiments destinés à l'école secondaire. Ces bâtiments doivent remplacer une construction vétuste de type "chaville". En outre elles permettront à l'école d'accueillir un plus grand nombre d'élèves en cas d'adhésion de nouveaux Etats-membres.

Je tiens à renouveler mes remerciements au gouvernement belge et en particulier au Ministère des Travaux Publics et à la délégation belge auprès du Conseil supérieur pour leur effort remarquable en faveur des Ecoles européennes.

b) Ecole européenne de Bruxelles II

La construction du complexe sportif dont l'Ecole européenne de Bruxelles II avait un besoin urgent a été achevée. Ainsi cette Ecole dispose désormais d'une bonne infrastructure. L'ensemble des constructions est terminée et les besoins essentiels sont satisfaits même si certains problèmes particuliers se posent encore.

c) Ecole européenne de Varese

Les nouvelles salles pour l'école secondaire ont été achevées pour septembre 1981 de sorte que l'Ecole européenne de Varese a pu en disposer, comme prévu, à la rentrée scolaire. Il s'agit d'une construction parfaitement adaptée aux besoins de l'école.

Je tiens à remercier le gouvernement italien et plus particulièrement sa délégation au Conseil supérieur pour la rapidité et la ponctualité avec lesquelles cette construction a été réalisée. Une fois de plus l'Italie a donné une preuve tangible de son intérêt pour l'Ecole européenne de Varese.

d) Ecole européenne de Karlsruhe

L'Ecole européenne de Karlsruhe, dont le nombre d'élèves continue d'augmenter, a un besoin urgent de nouveaux locaux, que j'ai évoqué plus en détails dans mon précédent rapport.

Une commission présidée par Monsieur l'Inspecteur WÖRN a évalué les besoins de l'Ecole. J'espère que les autorités responsables pourront rapidement procéder à la construction des locaux supplémentaires qui sont nécessaires au bon fonctionnement de l'Ecole européenne de Karlsruhe.

*

*

*

IV. PROBLEMES JURIDIQUES

a) Protocole additionnel au Protocole concernant la création d'Ecoles européennes

Le Protocole additionnel au Protocole concernant la création d'Ecoles européennes a été signé à Luxembourg par les représentants des Etats-membres des Communautés européennes le 15 décembre 1975.

Ce Protocole permet la création de l'Ecole européenne de Munich.

La procédure de ratification est au même point que l'an dernier. Le Protocole a été ratifié par le Grand-Duché de Luxembourg, par l'Allemagne, par l'Italie, par la Belgique, par le Royaume-Uni, par les Pays-Bas, par la France et par l'Irlande. Il est entré en vigueur à la date du 28 janvier 1980, conformément à son article 5, alinéa 2. Je prie la délégation danoise de bien vouloir informer le Conseil supérieur de l'état d'avancement de la procédure de ratification dans son pays.

b) Accord relatif à la modification du Règlement du Baccalauréat

L'Accord relatif à la modification de l'annexe au Statut de l'Ecole européenne portant Règlement du Baccalauréat européen, ainsi que le Protocole concernant l'application provisoire de cet Accord ont été signés par les Plénipotentiaires des Parties au Statut, à Luxembourg, le 19 juin 1976.

Pour cet Accord aussi la procédure de ratification n'a plus progressé depuis un an. Cet Accord a été ratifié par le Royaume-Uni, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas, la France et l'Irlande.

Je prie les délégations des autres Etats-membres de bien vouloir informer le Conseil supérieur de l'état d'avancement de la procédure de ratification dans chacun de leurs pays.

c) Accord entre le gouvernement du Royaume-Uni et le Conseil supérieur

Bien que le problème de l'imposition des enseignants britanniques de l'Ecole européenne de Culham n'ait pas encore trouvé de solution, les négociations de l'Accord entre le gouvernement du Royaume-Uni et le

Conseil supérieur concernant le fonctionnement de l'Ecole européenne de Culham ont atteint un stade final. Un projet d'Accord sera soumis au Conseil supérieur pour sa prochaine réunion.

d) Exonération de la TVA pour les Ecoles européennes de Varese, de Karlsruhe et de Munich

Les Ecoles européennes de Varese, de Munich et de Karlsruhe ne sont pas encore exonérées du paiement de la TVA. A la suite d'observations de la Cour des Comptes, ce problème a été soumis au Conseil supérieur au cours de sa réunion des 10 et 11 décembre 1980. Au cours de cette réunion les délégations allemande et italienne ont signalé qu'on élaborait des textes légaux en vue d'exonérer les Ecoles européennes du paiement de la TVA.

Je voudrais prier ces deux délégations de faire connaître au Conseil supérieur l'état d'avancement de cette procédure d'exonération.

*

*

*

V. PROBLEMES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

a) Statut du personnel enseignant

Par règlement du 13 juillet 1981, le Conseil des Ministres des Communautés européennes a modifié les coefficients correcteurs applicables aux différents sièges.

Conformément à l'article 23 du Statut du personnel enseignant, les nouveaux coefficients correcteurs ont été également appliqués aux enseignants avec effet au 1er janvier 1981.

	Coefficients appliqués du 1/77/au 31/12/80	Coefficients appliqués à partir du 1/1/1981
Belgique	100	103,6
République Fédérale d'Allemagne	98,6	99,2
Italie	75,3	82,4 (1)
Grand-Duché de Luxembourg	100	103,6
Pays-Bas	96,7	98,4
Royaume-Uni	86	88,3

Par règlement du 15 février 1982, le Conseil des Ministres a décidé que le coefficient correcteur applicable en Italie serait égal à 91,5 pour la période du 16 mai au 30 juin 1981.

A la suite d'une adaptation des rémunérations des fonctionnaires des Communautés européennes, le Comité administratif et financier a soumis au Conseil supérieur, par la voie de la procédure écrite, des propositions relatives aux émoluments du personnel enseignant des Ecoles européennes et au traitement du Représentant du Conseil supérieur. Si aucune délégation ne formule d'objection, ces propositions seront approuvées à la date du 1er mai 1982.

(1) Pour l'Italie, le nouveau coefficient est applicable à partir du 1er novembre 1980 en vertu d'une réglementation du Conseil des Ministres du 19 octobre 1981.

Par règlement du 15 février 1982 le Conseil des Ministres des Communautés européennes a modifié comme suit les coefficients correcteurs applicables aux différents sièges avec effet au 1er juillet 1981 :

Belgique	100
Allemagne	99,5
Italie	83,6
Grand-Duché de Luxembourg	100
Pays-Bas	96,7
Royaume-Uni	100,1

b) Contrôle interne des Ecoles européennes

Au cours de sa réunion des 10 et 11 décembre 1981, le Conseil supérieur a décidé de créer un poste de contrôleur interne, suivant les souhaits exprimés par la Cour des Comptes et le Parlement européen.

A la suite de cette décision du Conseil supérieur, le Parlement européen a débloqué dans le budget de la Commission des Communautés européennes les crédits destinés aux Ecoles européennes au cours de l'exercice 1982.

Le Comité administratif et financier a examiné les problèmes concrets liés à l'entrée en fonction d'un contrôleur interne. Il a soumis au Conseil supérieur des propositions précises et constructives à ce sujet. J'espère dès lors que le Conseil supérieur pourra prendre au cours de la session de mai 1982 les décisions qui permettront d'instituer le contrôle dans les Ecoles européennes à partir de septembre 1982.

c) Indemnité de logement

L'article 22 du Statut du personnel enseignant prévoit que les membres du personnel enseignant peuvent bénéficier, sous certaines conditions, d'une indemnité de logement. Cette indemnité peut être accordée pour les lieux d'affectation ou de détachement fixé par le Conseil des Ministres des Communautés européennes pour les fonctionnaires des Communautés européennes.

Par règlement du 28 juillet 1966, le Conseil des Ministres a décidé que l'indemnité de logement peut être accordée à Garching (cette localité est située à \pm 40 km de Munich).

Se fondant sur cette décision, un certain nombre d'enseignants de l'Ecole européenne de Munich ont introduit une demande en vue de l'obtention de l'indemnité de logement. Leurs demandes se heurtent cependant aux difficultés suivantes :

- Aucune indemnité de logement n'a été accordée jusqu'à présent par la Commission à ses fonctionnaires résidant à Garching,
- Peut-on assimiler Munich à Garching ?

Je prie le Conseil supérieur de bien vouloir donner au Comité administratif et financier le mandat d'étudier le problème ci-dessus.

*

*

*

VI. PROBLEMES PEDAGOGIQUES

a) Réforme de l'école primaire

La Commission de réforme poursuit, sous la présidence de Monsieur l'Inspecteur Général POLLENTIER, un travail fructueux pour résoudre les problèmes que pose la mise en application de la réforme. Le Conseil supérieur aura l'occasion au cours de sa session de mai 1982 d'examiner des propositions qui lui sont soumises par le Comité pédagogique de l'école primaire après travail préparatoire du Comité de réforme.

Je voudrais, une nouvelle fois, remercier chaleureusement Monsieur l'Inspecteur Général POLLENTIER qui préside la Commission de réforme.

b) Réforme de l'école secondaire

Le Comité de réforme de l'école secondaire aussi poursuit, sous la présidence de Monsieur l'Inspecteur Général DETHIER, auquel je voudrais adresser mes plus vifs remerciements, un travail très important pour le développement des Ecoles européennes.

La réforme des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème années est entrée dans les faits. La réforme de la 5ème année sera introduite dans les classes en septembre prochain.

Le Comité pédagogique, sur proposition du Comité de réforme, a soumis un certain nombre de nouveaux programmes à la réunion du Conseil supérieur de mai 1982.

En décembre 1980, le Conseil supérieur a pu approuver, sur proposition de ce Comité, les principes de la réforme des 6ème et 7ème années. Les implications financières de cette réforme ont été étudiées par le Comité de réforme et par le Comité administratif et financier. Une proposition précise sera présentée à ce sujet au Conseil supérieur en mai 1982.

Je sais que cette proposition rencontre une certaine opposition de la part du corps enseignant et qu'elle a provoqué chez lui un certain mécontentement. Je voudrais essayer de lui expliquer la raison des mesures qui sont proposées. Je crois qu'il est indéniable qu'une classe de 25 élèves constitue pour un professeur une charge plus lourde qu'une classe de 5 ou même de 10 élèves. Il ne me semble pas déraisonnable de tenir compte de ce fait. D'autre part il ne faut pas oublier que le Statut du personnel enseignant prévoit un service hebdomadaire de 20 périodes de 50 minutes chacune. Or dans le cadre de la réforme toutes les périodes de cours sont ramenées à 45 minutes. Les nouvelles dispositions ne constituent donc pas globalement un alourdissement de la durée du travail, même si cela peut être le cas pour certains enseignants ayant très peu d'élèves. Enfin et surtout la situation difficile des Etats-membres exige des sacrifices de tous les citoyens de nos pays. Les Ecoles européennes ne peuvent pas de ce point de vue rester à l'écart et il est inévitable que leur personnel aussi doit subir certaines conséquences de la crise.

*

*

*

VII. TRAVAIL DES COMITES DE PREPARATION

Le Comité pédagogique et le Comité administratif et financier poursuivent la tâche fondamentale qui leur est impartie. Sans eux les Ecoles européennes ne pourraient pas s'acquitter de leur mission éducative. La préparation des propositions soumises au Conseil supérieur représente un travail considérable qui croît d'année en année. Le Comité pédagogique et le Comité administratif et financier constituent les auxiliaires indispensables et efficaces du Conseil supérieur.

Mon prédécesseur, Monsieur LEVARLET, avait déjà attiré l'attention des délégations sur les problèmes que rencontrent certains Inspecteurs dans l'accomplissement de leurs tâches. Ces problèmes n'ont malheureusement pas tous été résolus. Certains Inspecteurs m'ont signalé qu'ils ne parvenaient plus à s'acquitter à la fois de leurs tâches nationales et de leurs tâches auprès des Ecoles européennes.

C'est pourquoi je voudrais demander aux délégations de limiter les tâches dont ils chargent leurs Inspecteurs sur le plan national de sorte qu'ils aient le temps de remplir leur mission auprès des Ecoles européennes. Je crois que tous les membres du Conseil supérieur connaissent l'importance fondamentale du rôle des Inspecteurs auprès des Ecoles européennes. Il est donc essentiel qu'ils soient en mesure de l'assumer.

*

*

*

VIII. PROBLEMES DIVERS

a) Bulletin pédagogique

Le Bulletin pédagogique continue à paraître régulièrement. En général cinq numéros sont publiés par an. Je crois que cette brochure rend un service réel aux Ecoles européennes, en assurant une fonction d'information et en offrant aux enseignants une tribune pour échanger leurs vues.

Je souhaiterais qu'un plus grand nombre d'enseignants fassent part à leurs collègues de leurs idées et de leurs expériences, par la voie du Bulletin pédagogique. Je voudrais aussi les inviter à prendre position sur les articles qui paraissent de sorte qu'un véritable dialogue puisse s'engager.

b) Fonds des Publications

Compte tenu des difficultés signalées dans les précédents rapports, le Fonds des Publications ne publie pas de nouveaux manuels. L'expérience de plus de quinze ans a montré qu'ils ne sont guère employés dans les classes pour des raisons qu'il serait trop long d'évoquer ici.

Au cours de sa dernière réunion, l'Assemblée Générale du fonds a décidé de liquider celui-ci. La liquidation sera effective à la date du 1er avril 1983.

v) Réunions des Conseils interscolaires

Comme les années précédentes, les Conseils interscolaires ont tenu de très nombreuses réunions au cours desquelles un travail important a été accompli dans l'intérêt de l'ensemble des Ecoles européennes. Ils ont notamment préparé la révision des programmes qui sont soumis au Comité pédagogique et au Conseil supérieur. Ils contribuent ainsi à la mise en application de la réforme. Je tiens à les remercier pour leur travail efficace.

Arrivé au terme de ce rapport, je tiens, comme dans mes rapports précédents, à exprimer ma gratitude à tous ceux qui contribuent au développement des Ecoles européennes et à leur succès. Je tiens à exprimer ma gratitude à la Commission des Communautés européennes et à son représentant auprès du Conseil supérieur pour l'aide efficace qu'ils apportent aux Ecoles européennes et au secrétariat du Conseil supérieur. Je songe ici avant tout à la traduction des documents, à la reproduction des documents, à la mise à la disposition des Ecoles européennes des salles nécessaires aux réunions, au concours des interprètes. Je voudrais souligner ici la qualité de l'assistance qui est fournie par la Commission et féliciter le personnel qui assure ces différentes tâches. Je voudrais remercier les Directeurs des Ecoles européennes pour la bonne gestion des établissements qui leur sont confiés et pour leur engagement quotidien au service de notre enseignement. Je tiens évidemment à remercier les enseignants eux-mêmes qui éduquent les jeunes gens et les jeunes filles dont dépendra la société de demain. Je sais qu'ils sont conscients de leurs grandes responsabilités et qu'ils ne ménagent pas leur peine pour le plus grand bien des élèves qui leur sont confiés. Mes remerciements très cordiaux vont aussi aux Associations de parents d'élèves, qui ne cessent d'apporter aux Ecoles européennes une collaboration fructueuse et importante et qui sont prêts au dialogue avec les autres membres de la communauté scolaire. Mes remerciements vont bien entendu aussi au Comité du personnel qui reste un des piliers des Ecoles européennes. Je sais combien sa mission est importante et aussi difficile. Il constitue un rouage de transmission irremplaçable entre le Conseil supérieur et les enseignants. Il n'est pas facile d'avoir à la fois pour tâche de faire comprendre au Conseil supérieur les vœux des collègues et de faire comprendre à ces derniers les raisons pour lesquelles il n'est pas toujours possible de leur donner satisfaction. Enfin je remercie toutes les délégations qui par leur soutien permanent permettent aux Ecoles européennes de fonctionner dans de bonnes conditions et de s'acquitter de leur mission éducative.

M. SCHMIT